

ENNERY

5, rue Pablo Picasso
57365 ENNERY

Tél : +33607193376

Mél : philippe.piona@bureauveritas.com

N° affaire : 23863945_1-9EPOUHO

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : 57/MONTIGNY/A31 AU18 BC24-36

A31 AU18 (57) / PR 300 +940 / sens 2

57950 MONTIGNY LES METZ

Destinataire :

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST

Alexandre WOURMS

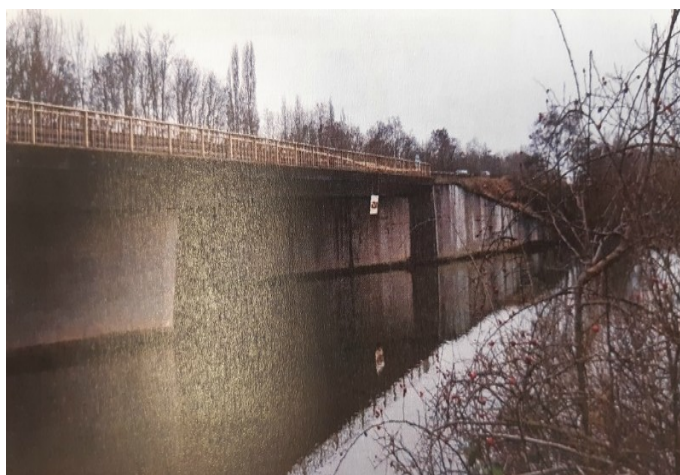
10 -16 PROMENADE DES CANAUX


54021 NANCY CEDEX

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2

**Présence de Plomb**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
16/10/2024	Rev0	Dossier DCE	Philippe PIONA 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	9
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	14
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	15
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier	16
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	16
4. MESURES DE COORDINATION SPS	18
4.1. Définition des séquences d'interventions	18
4.2. Analyse de risques	20
4.3. Co-activités et protections collectives	25
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	25
4.3.2. Déplacement de protection collective	25
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	26
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	26
4.4. Equipement de levage	27
4.4.1. Autorisation de survol	27
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	27
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	27

4.5.1. Approvisionnements et stockage	27
4.5.2. Travaux superposés	27
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	27
4.5.4. Protection contre le bruit	28
4.5.5. Protection contre l'incendie	28
4.5.6. Travaux en hauteur	28
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	28
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	29
4.6. Moyens communs	29
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	29
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	29
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	29
4.6.4. Protection des accès – Auvents	30
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	30
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	31
5.1. Stockages sur le chantier	31
5.2. Nettoyage	31
5.3. Enlèvement des déchets	31
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	31
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	32
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	32
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	33
6.1. Déclarations particulières	33
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	34
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	34
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	34
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	34
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	35
6.7. Locaux témoins	35
7. ORGANISATION DES SECOURS	36
7.1. Téléphone de secours	36
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	36
7.3. Travail isolé	36
7.4. Procédure d'organisation des secours	36
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	36
7.6. Point de rencontre secours	36
7.7. Modèle de fiche de secours	38
ANNEXES AU P.G.C.	39

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Suite notre entretien du 08/10/24 avec le Maître d'ouvrage et du dossier DCE avec plans, NESC et diagnostics techniques amiante et plomb, reçus le même jour.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Travaux de réfection de la rive côté BAU, sur l'ouvrage AU18 situé sous A31 au PR300+940,
dans le sens 2, au droit de la commune de Montigny-lès-Metz (57).

Les travaux se feront en plusieurs phases, étapes de jour et de nuits suivant le planning, CCTP et la NESC.
Phasages décrits au DCE

Un seul LOT pour les travaux ci dessous :

- Mise en conformité du dispositif de retenue en rive d'ouvrage côté BAU par un dispositif métallique de niveau H2 avec augmentation de la largeur de la BBD de 30 cm,
- Réfection du complexe d'étanchéité en rive d'ouvrage et amélioration du système de recueil des eaux,
- Réfection complète de la couche de roulement sur ouvrage et 5 m au-delà des lignes de joints des lignes de joints,
- Remplacement complet des joints de chaussée et aménagement d'un relevé de joint de chaussée et d'un joint de trottoir,
- Remplacement des garde-corps en rive d'ouvrage,
- Mise en place de garde-corps en tête des murs en aile,
- Fermeture au public du cheminement piéton à l'arrière du dispositif de retenue actuel par mis en place de clôture,
- Réfection des parements en béton,
- Nettoyage et curage des sommiers.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Appel d'Offres public, Marché de travaux
Marché à Lot unique en Entreprise appelée "Le Titulaire"

Période d'exécution : La durée du marché est constituée d'une période fixe débutant à la date de l'Ordre de service.

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 2 mai 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 4

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,

- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : Un seul LOT, "Le Titulaire"
1 entreprise Titulaire avec éventuellement 3 à 6 sous traitants.

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 4 à 12 personnes

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST	10 -16 PROMENADE DES CANAUX 54021 NANCY CEDEX	06 64 12 87 95 alexandre.wourms@developpement-durable.gouv.fr	Alexandre WOURMS
Exploitant	DIR EST - CEI de POUILLY	RD 913 57420 POUILLY	catherine.ptak@developpement-durable.gouv.fr	Catherine PTAK
Coordonnateur SPS de conception	BUREAU VERITAS Construction agence de Nancy	21, Rue Antoine de St Exupéry Z.A.C. de FROCOURT 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY	06 07 19 33 76 philippe.piona@bureauveritas.com	Philippe PIONA
DREETS	DDETS Unité Meurthe et Moselle	Unité Départementale de Meurthe-et-Moselle UC2 - section inspection du travail Centre d'affaires « Les Nations » BP 50219 54506 VANDOEUVRE LES NANCY Cedex	03 83 50 39 00 lorrai-ut54.uc2@direccte.gouv.fr	Contact
CARSAT	CARSAT Nord-Est département risques professionnels	81/85, rue de Metz 54000 NANCY	06 03 21 37 42 benoit-yves.lozach@carsat-nordest.fr	Benoit LOZACH
OPPBTP	OPPBTP agence GRAND EST	L'Austrasian 71, rue des Cinq piquets 54000 NANCY	03 83 20 20 03 grandest@oppbtp.fr	Contact

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,
Contrat d'intérim si pas de DUE,
Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Le rapport diagnostic plomb de AC ENVIRONNEMENT ref 002XY016033 du 11 février 2021, fait apparaître la présence de peinture au plomb sur garde corps acier peint de l'ouvrage; garde corps à déposer à remplacer.

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Les personnels accédant au chantier posséderont tous leur carte d'identité professionnelle BTP, affichée sur leur casque ou dans la pochette de l'habit de travail.

Compte tenu des contraintes d'exploitation et des concertations préalables, l'accès principal du chantier se fera

via les berges de la Moselle en longeant le club canin.

L'accès se fait via :

- Un chemin carrossable jusqu'au club canin de Montigny-lès-Metz,
- Une piste, créée dans le cadre du présent marché qui longe les berges de la Moselle jusqu'en pied de culée C0; à élargir à élaguer et à rendre carrossable par le Titulaire.

Entretien des chemins et pistes de chantier à sa charge

Les accès cheminements et sorties de chantiers seront fléchés par Le Titulaire .

Réseaux provisoires de chantier :

Le Titulaire se rapprochera des concessionnaires ENEDIS, Télécom, eau potable assainissement pour obtenir les points de raccordements et réaliser les réseaux provisoires de chantier nécessaires à alimenter la base vie.

Réseaux provisoires de chantier nécessaires pour les adductions en eau potable sous pression, en électricité et en assainissement pour les besoins du chantier.

Si des difficultés de raccordements; prévoir des moyens d'énergie autonomes ex groupe électrogène et assainissement avec fosse toutes eaux à vidanger régulièrement plus bêche à eau avec surpresseur plus eau potable pour la boisson (fontaine, bouteilles).

De plus le Titulaire prévoira les demandes d'autorisation préalables auprès des propriétaires des terrains (VNF, commune de Montigny les Metz), pour aménagement et réaménagement élaguages des chemins, les défrichages pour accès aux pieds de l'ouvrage, de la culée et création des plateformes base vie et aires de stockage stationnements.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Le chantier d'ouvrage AU sera rendu clos au niveau A31 et y compris parties talus par le Titulaire du LOT.

Les aires de travaux, de stockages, base vie et parking chantier seront aussi rendues closes par celui ci.

Idem les aires de levage seront closes et intégrées au chantier.
Mise en place de grilles HERAS ou similaires avec menottes, brides et portails avec cadenas à codes.
Il assurera sa fermeture quotidienne et son entretien journalier.
Il assurera le gardiennage des zones de travaux durant la durée des travaux.
Zones de travaux signalées ex chantier interdit au public et messages de sécurité vis-à-vis des automobilistes concernant la proximité des travaux et informations sur les dangers.

3.2.2. Accès

Accès chantier au pied de l'ouvrage :

- Un chemin carrossable jusqu'au club canin de Montigny-lès-Metz,
- Une piste, créée dans le cadre du présent marché qui longe les berges de la Moselle jusqu'en pied de culée C0; à élargir à élaguer et à rendre carrossable par le Titulaire.

Entretien des chemins et pistes de chantier à sa charge

Accès depuis base vie jusqu'au tablier du pont; le titulaire prévoira des escaliers sécurisés de chantier ex tour escaliers, escaliers rampants etc. Moyens d'accès éclairés

Moyens d'accès réceptionné avant usage

Les accès cheminements et sorties de chantiers seront fléchés par Le Titulaire .

Accès chantier depuis l'A31 :

Voir NESC

Les véhicules du Titulaire ne seront pas prioritaires lors des sorties de chantier, sur les voies de circulation ouvertes au public.

Le Titulaire veillera pour que ses véhicules et ses engins sortant de ces accès de chantier n'emportent ou ne dépose pas de saleté sur la chaussée ouverte à la circulation; si nécessaire, il procédera à ses frais à un nettoyage réguliers de son chantier et de ses abords.

Il prévoira des engins balayeuses pour un nettoyage des chaussées ouvertes au public aux abords des entrées et sorties de chantier.

De plus, si besoin il prévoira si besoin une aire de nettoyage, débourbeur des camions véhicules et engin.

De plus le Titulaire réalisera si possible, une aire de retournement indiquées et fléchées pour ses PL et engins de chantier

Les personnels du Titulaire sur le chantier seront dotés impérativement d'habits de travail réfléchissants de classe 2 - 3.

3.2.3. Circulations

Dans les zones chantier, la vitesse est limité à 30 km/h pour les VL et 20 km/h pour les engins camions et véhicules de chantier.

Le Titulaire réalisera des chemins piétons canalisées (avec par ex barrières, baliroutes etc.), distincts des pistes de chantier pour éviter les interférences et collisions.

Ces chemins piétons seront praticables, fléchés, balisés signalés; ils figureront au plan de circulation de chantier.

Les véhicules et les engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobile alinéa 2 " feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I - 8 ième partie: signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

La circulation publique est toujours prioritaire sur la circulation de chantier y compris au niveau des accès et sorties des zones en travaux où les entreprises redoubleront de vigilance.

Le Titulaire établira un DESC et un plan de circulation accès véhicules et personnel de chantier.

Le Titulaire veillera dans la mesures du possible à organiser ses flux de véhicules chantier avec des sens de circulation bien définis dans un plan de circulation qu'il remettra au CSPS et au Maître d'œuvre avant notamment l'implantation de ses travaux .

De plus, le Titulaire mettra en place à la demande du Maître d'ouvrage ou d'œuvre une signalisation interne aux zones de travaux pour signaler leurs présences et dévier ponctuellement les flux des autres circulations par exemple piétonnes. Ceci pour éviter les collisions, les interférences avec le personnel, les véhicules et les matériels de chantier.

3.2.4. Signalisation

La pose et l'entretien du balisage sur le réseau routier national est à la charge du Titulaire, notamment sur l'autoroute A31.

La pose et l'entretien du balisage sur le réseau départemental et communal est à la charge du Titulaire.

La Signalisation sécurité au droit du chantier et la Fermeture du chantier sont réalisées et gérées par le Titulaire.

Elle devra respecter la NESC du dossier DCE puis le DESC, ce dernier sera établi par le Titulaire.

Elle devra être conforme au Manuel du Chef de Chantier Guide Technique sur la signalisation temporaire (Edition 2000) ainsi qu'aux dispositions des articles du CCAP.

Le Titulaire complétera la signalisation interne aux zones de travaux pour ses circulations de chantier et zones à éviter etc. Ceci dès le besoin de signaler un risque, un obstacle de l'entreprise Titulaire et pour prévenir alerter toutes autres entreprises exécutantes sur le chantier y compris pour les automobilistes circulant aux abords des zones de travaux.

Cette signalisation interne au chantier sert aussi à renseigner sur un sens de circulation ou une règle de circulation propre au chantier.

Le Titulaire aura l'entretien quotidien de ses propres signalisations de chantier.

Une personne d'astreinte sera nommée et communiquée au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage.

3.2.5. Stationnements

Des zones carrossables, de stationnement des véhicules et engins de chantier seront à aménager sur toutes les zones de travaux par le Titulaire .

Il en aura la charge et l'entretien ainsi que la remise en état à la fin des travaux.

Les stationnements de l'entreprise ne devront en aucun cas, gêner le trafic du public, des automobilistes, ni générer à ceux-ci des risques de collisions.

Le Titulaire est autorisé, sous son entière responsabilité, à laisser stationner, sans surveillance et sans signalisation, ses engins dans les emprises des voies traitées sous réserve que l'emplacement choisi soit inaccessible pour un véhicule sortant accidentellement d'une chaussée (sommet de talus, arrière d'un merlon, zone aval d'une culée d'ouvrage, etc.).

Une aire de stationnement en pied de la culée sera réalisée par le Titulaire, surface carrossable close.

Elle sera à proximité de la base vie

3.2.6. Stockage

Les aires de stockage seront à réaliser par le Titulaire pour les matériaux, matériels, équipements et devront être barrières, plus signalées .

Ces stockages pour les besoins des travaux ne devront pas gêner, ni engendrer de risques pour les autres entreprises travaillant ou circulant sur le chantier idem vis-à-vis des circulations du public, des automobilistes et des secours.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Le Titulaire s'organisera pour s'approvisionner en eau avec des réservoirs ou citernes ou bâches à eau.

De plus il prévoira les besoins en énergie de chantier, électricité :

Coffrets électriques avec adductions ENEDIS ou groupe électrogène autonome à charge du Titulaire.

C'est le Titulaire qui exécute si besoin la mise en place de l'éclairage de chantier (ballons, spots, ruban LED etc.) pour les circulations piétonnes et les accès aux postes de travail.

L'accès de la base vie aux zones de travaux seront prévus éclairé par le Titulaire.

Le entreprises posséderont des moyens d'éclairage complémentaires pour leurs postes de travail.

Contrôles électriques réglementaires de chantier à charge du Titulaire.

3.2.8. Cantonnements et entretien

A charge du Titulaire du marché de travaux de réaliser l'installation de la base vie, dès la phase préparation de chantier.

Ceci conformément au descriptif du bordereau des prix DIR EST.

Le Titulaire mettra en place cette base vie fixe pour l'ensemble des entreprises intervenantes (sous traitants, cotraitants, locatiers, prestataires, maîtrises d'ouvrage et d'oeuvre) comportant des locaux sanitaires, réfectoire et vestiaires.

Elle sera prévue pour environ jusqu'à 12 personnes.

PM contenu et dimensionnement d'un cantonnement :

- un WC et un urinoir pour 10 personnes,
- des lavabos à raison d'un orifice pour 10 personnes,
- une cabine de douche pour 8 personnes
- 1,25m² par salarié, pour les vestiaires,
- 1,50m² par salarié, pour les réfectoires.

Les vestiaires seront pourvus d'armoires penderie à double compartiment avec serrures ou support pour cadenas à la charge de chaque entreprise.

Les réfectoires seront équipés de sièges et de tables avec revêtement imperméable en nombre suffisant, de chauffe-gamelles, micro-ondes (1 dans chaque réfectoire) et d'un réfrigérateur pour conserver les repas.

1 bureau de chantier pour le Maître d'oeuvre et 1 bungalow pour la salle de réunion de chantier.

L'ensemble des locaux seront alimentés, raccordés en électricité, en télécom et les sanitaires alimentés et raccordés en adduction d'eau et assainissement.

Réfectoire raccordé en plus aux réseau d'eau et assainissement pour l'évier.

Le Titulaire aura en charge le nettoyage complet journalier de la base vie et la fourniture des consommables (savon, papier hygiénique et essuie main).

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Le Titulaire veillera à conserver son chantier propre dans ses zones de travail y compris au niveau des accès et sorties de chantier sur la voirie publique. Il mettra en place une balayeuse pour assurer une chaussée parfaitement propre sur le domaine public, aux abords du chantier.

En cas de zone chantier et travaux très salissants, il prévoira un nettoyage des PL et engins avant leurs sorties sur le domaine public (ex aire de lavage avec équipement haute pression, débourbeur à installer et à entretenir).

Les panneaux de signalisation seront entretenus, nettoyés par celui qui les a posés; le Titulaire.

Les autres entreprises intervenantes et locatiers veilleront aussi au bon nettoyage quotidien de leurs zones de travaux et véhicules et engins.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le Titulaire présentera en phase préparation de chantier un projet PIC (Plan d'Installation de Chantier) au Maître d' Œuvre et au CSPS.

Celui-ci devra comporter l'implantation de la base vie fixe et parties mobiles avec son contenu, les aires de stockage matériaux et matériels, les aires de stationnement, de retournements des engins et véhicules. plus les aires de levages.

De plus il établira un plan d'accès, de circulations de chantier et les sorties des zones en travaux.

Etablissement du plan de signalisation travaux pour chaque chantier.

Ces plans seront remis à jour par le Titulaire en cas de changement d'étape travaux et de changement du trafic routier.

Le Titulaire affichera ces plans dans les cantonnements, les diffusera et les expliquera à son personnel, à ses prestataires, à ses livreurs et à ses locataires .
Ces plans viendront compléter et s'annexer au PPSPS des entreprises.

En plus usage DHOL (en PJ du PGC) pour les opérations de livraisons de chantier par le Titulaire et ses sous traitants.

Le plan d'accès chantier sera joint au DHOL.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Le Titulaire** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des conduites enterrées et aériennes,
- des clôtures et protections temporaires,
- des aires de stationnement et de retournements pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires (de type roulottes autonomes mobiles ou base vie fixe)
- des zones dégagées et prévues pour recevoir des engins ,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- des points d'informations des secours et d'appel (leur accès, leur accueil et PRS : points de rencontres secours)
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention,
- zones et aires de levage
- de l'emplacement des éventuelles bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies et nettoyage des camions,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires ou du groupe électrogène.
- point de rencontre secours (PRS)

Il sera complété par un plan d'accès de chantier établi aussi par le Titulaire.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Le Titulaire** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux
Accès	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux
Circulations	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux
Signalisation	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux
Stationnement	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux
Stockage	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux
Réseaux provisoires de chantier	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux
Coffret électrique général	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux
Coffret divisionnaire et éclairage	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux
Cantonnement	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux
Infirmerie de chantier	Sans objet	Sans objet	
Nettoyage hors cantonnement	Le Titulaire et toutes entreprises	Le Titulaire et toutes entreprises	Fin des travaux
PIC	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux
Protections collectives	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux
Accès hauteur communs	Le Titulaire	Le Titulaire	Fin des travaux

<i>Poste</i>	<i>Réalisé par ?</i>	<i>Géré par ?</i>	<i>Echéance de fin</i>
Déchets - Gravats	Le Titulaire et toutes entreprises	Le Titulaire et toutes entreprises	Fin des travaux

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Travaux de réfection de la rive de l'AU18		LOT Unique	Routier, autoroutier Réseaux Travaux à point chaud Stabilité, renversement Produits dangereux Collision, heurt Eclairage Bruit, vibrations Voisinage Environnement naturel Engins et matériels Inhalation poussières Inflammation, explosion Collision, heurt Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement Voisinage Travail en hauteur Engins et matériels Chute d'objets, éclats Manutention mécanique Plomb	<p>L'entreprise précisera Titulaire dans son PPSPS les moyens mobilisés afin de se conformer à l'article R.4534-121 du code du travail avec notamment les protections collectives à mettre en place pour la protection des salariés et des conducteurs d'engins et PL contre les risques de contacts, d'électrocution, d'explosion, de pression, etc.</p> <p>Travaux de nuit autorisés par le Maître d'ouvrage</p> <p>Les travaux bruyants tels que démolition, piochages, rabotages sont soumis à autorisation expresse du maître d'œuvre pendant la nuit en zone urbaine.</p> <p>Gestion en amont du planning travaux de ces différentes opérations par le Maître d'ouvrage et son MOE pour éviter les coactivités entre chaque marché travaux sur le même lieu.</p> <p>Respecter les zones de stockage du magasin et la circulation des clients du magasin; pour éviter les co activité avec le commerce FUCHS TRAGUS.</p> <p>Prévention et réduction de la production des déchets, Tri, valorisation et traitement des déchets, Limitation des nuisances de chantier vis-à-vis des riverains"</p> <p>Stabilité des talus</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Interrompre immédiatement les travaux et avertir les autorités compétentes.</p> <p>Coactivité interdite dans la zone d'évolution des engins.</p> <p>Balisage routier par le CEI de FORBACH pour A320, AU224</p>

				Autres signalisations, balisages à charge du LOT Unique Travaux en hauteur en élévation en protection collective à privilégier Pas d'autres entreprises présentes lors du retrait des gardes corps plombés
--	--	--	--	--

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Travaux de réfection de la rive de l'AU18

LOT Unique

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	Mise en place de la signalisation routière à l'égard du public des automobilistes et dans les zones proches des travaux (extrémités de chantier, entrée et sorties de chantier, croisements du chantier par des rues transversales ne pouvant pas être déviées). Protection des fouilles, des excavation en rigide ou balisage en retrait avec signalisation.	Respect des règles de signalisation des balisages et protections.
Réseaux	DICT, campagnes et rdv de piquetage pour repérer, identifier les réseaux enterrés et aériens. Si besoin consignation de réseaux et ou dévoiement par les concessionnaires Association des concessionnaires au réunion de piquetage. Pose de gabarits de limitation de hauteur , consignes et informations écrites au conducteurs d'engins, présence de plantons, homme guide pelle, etc. Consignation des réseaux, protections , isolation des réseaux aériens. Respect des distances de sécurité vis-à-vis des réseaux électriques enterrés et aériens conformément à l'article R. 4534 -125 du code du travail qui précise les conditions dans lesquelles cette délimitation est réalisée. PM aucun objet ou engin métallique (pelle , benne, PEMP, etc.) ou personne ne doit être présent dans la zone du champ électrique délimité par un rayon: - 3 mètres pour les tensions câbles électriques aériens nus inférieur à 50000 Volts - 5 mètres pour les tensions câbles électriques aériens nus supérieures ou égales à 50000 Volts . Engins à bras de taille et de gabarit adaptés à travailler sans risques près des réseaux Engins munis de limiteur électronique de mouvement du bras des pelles pour éviter leur entrée dans les zones d'amorçages des câbles électriques. Pose de gabarits limitation de hauteur et de signalisation des lignes électriques aériennes sous tension Si besoin consignation de celles ci par le concessionnaire	Respect des signalisation et des protection des réseaux. Respect des distances de sécurité vis à vis des réseaux électriques enterrés et aériens conformément à l'article R. 4534 -125 du code du travail qui précise les conditions dans lesquelles cette délimitation est réalisée.
Travaux à point chaud	Port des EPI adaptés, posséder un extincteur au poste de travail.	Rester en dehors des zones travaux par point chaud.
Stabilité, renversement	Plateforme nivelée,	Respect des cloturages et

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Décaissés et excavations signalés, clôturés. Pistes de chantier carrossables Bords de talus signalés, réalisation de merlon de sécurité faisant obstacle Calage correct des engins notamment de levage, réalisation d'un examen d'adéquation levage.	balisages. Vitesse limitée sur chantier.
Produits dangereux	Privilégier l'usage de produits non dangereux ou moins dangereux. Respect des FDS, stockage et manipulation des produits cf au contenu des FDS. Port des EPI indiqués aux FDS	Produits et zones de travail, réservés aux entreprises en charge de leur mise en œuvre.
Collision, heurt	Port des EPI réfléchissant, circuler sur les bas-côtés, ne pas emprunter les voies, pistes PL et engins. Engins et PL munis d'avertisseur sonores en marche arrière et gyrophare Guidage des PL dans les zones étroites et sans visibilité par hommes trafics identifiés. Engins de TP et PL munis de caméras de reculs Sens de circulation et d'accès définis à l'avance et signalés sur chantier et à ses abords accès, sorties). Respect des signalisations et panneaux d'informations sécurité mis en place. Circulations piétonnes sur les bas côtés sur des chemins balisés, signalés, séparés des vois de circulation d'engins, de PL ou avec des véhicules identifiés signalés Respect du plan de circulation de chantier préalablement établi. PIC + plan de circulation Examen d'adéquation des appareils de levage Abonnement météo Balisage des zones de levage S'assurer de l'aménagement des accès et des réseaux	Engins, matériels et PL équipés d'avertisseur sonore en marche arrières, rétroviseurs, plaques de signalisation. Respect de la signalisation routière mise en place par le chantier et du plan de circulation.
Eclairage	Mise en place de projecteurs, de ballons éclairants autonomes mises en place par le Titulaire. Dispositifs d'éclairage aux postes de travail et pour les cheminements qui seront orientés afin de ne pas éblouir les usagers des voies publiques à proximités. Signalisation renforcés de nuits , feux à éclats etc. Véhicules et PL munis de signalisation et gyrophares	Personnel muni d'habits de travail réfléchissants, classes 2 - 3 Engins et PL munis de feux d'éclairage et gyrophare. Respect de la signalisation de nuits renforcée.
Bruit, vibrations	Pas de travailleur isolé, port des EPI (protections auditives, bouchons d'oreilles, coquilles, etc.). Machines capotées pour encoffrées, insonorisées pour réduction du bruit.	Respect de la signalétique en place. Port de protections auditives.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Voisinage	<p>Les mesures de prévention, de protection à prendre, à mettre en œuvre pour éviter les co activités seront signifiées dans le PGC révisé par le CSPS réalisation.</p> <p>Les divers travaux seront séquencés, de telle façon que les postes de travail soient séparés et la planification de l'ensemble des marchés travaux réalisée par le maître d'œuvre sera étudiée, établie sans superpositions de tâches pour éviter les risques liés aux coactivités.</p> <p>Les risques exportés importés seront alors limités supprimés et gérés.</p> <p>Éviter les projections et les chutes de matériaux sur les voies ouvertes à la circulation du public aux abords du chantier</p> <p>Prévoir si besoin écrans, nettoyage à la balayeuse et aire déborbeur des camions et engins de TP, etc.</p> <p>Chantiers clos; pas de survols de charges en dehors des clôtures</p> <p>Trafic fluvial VNF; prévenir VNF des travaux au dessus de la Moselle</p> <p>Ne pas gêner entraver le gabarit de passage des bateaux</p> <p>Ne rien faire chuter ni tomber dans la Moselle, prévoir filet antichute anti gravats</p>	<p>Respect des mesures de coordination du PGC</p> <p>Suppression des risques exportés</p> <p>Eviter les travaux superposés.</p>
Environnement naturel	<p>Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures.</p> <p>Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.</p> <p>Posséder des KITS antipollution pour les engins et extincteur</p> <p>Drainage des voiries provisoires</p> <p>Talus en surplomb : Les talus existants situés en surplomb des zones de travail seront purgés de tous matériaux instables; tout en évitant d'abattre des arbres si ça n'est pas nécessaire.</p> <p>Lors de l'emploi d'un brise-roche un diagnostic de la falaise en surplomb sera effectué par l'entreprise et une surveillance sera instituée pendant les travaux.</p> <p>Stabilité des zones de travail : La stabilité des plates-formes de travail existantes constituées par la voie longeant le canal d'amenée doit être vérifiée avant l'arrivée des engins.</p>	<p>Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures.</p> <p>Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.</p> <p>Port du gilet fluo</p> <p>Pendant ces travaux la zone sera interdite d'accès aux autres lots.</p>
Engins et matériels	<p>Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité</p> <p>Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage</p>	<p>Sans coactivité avec les autres lots</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Se tenir à distance des aires d'évolution des engins et de circulation</p> <p>Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul</p> <p>Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part.</p> <p>Les Conducteurs posséderont une autorisation de conduite délivrée par l'employeur</p> <p>Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques y compris les accessoires de levages.</p>	
Inhalation poussières	<p>Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)</p> <p>Arrosage des pistes de chantier, des zones de travail poussiéreuses</p> <p>Éviter les nuages de poussières vers les voies de circulation restant ouvertes aux usager, au public</p>	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Inflammation, explosion	<p>En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement stoppé au voisinage jusqu'à ce que les autorités aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin ou à la destruction de l'engin.</p> <p>Indentification signalisation des réseaux gaz lors des RDV de piquettage avec les concessionnaires.</p> <p>Barriérage protection de ceux ci</p> <p>Présence du concessionnaire lors des travaux à proximité, dégagement manuel</p>	Interrompre immédiatement les travaux.
Collision, heurt	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.
Déplacement de plain-pied	<p>Excavation protégées obturées signalées</p> <p>Emprunt des chemins piétons de chantier</p> <p>Mise en place de moyens d'accès aux fonds des fouilles et excavations : escaliers de chantier, rampe</p> <p>Chemin piéton en fond de fouille avec</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	matériaux d'apport pour circulation au sec et si besoin pompage	
Rupture, effondrement	Fouilles profondes blindées et ou ouverture biaises en ouvertures fouilles en redents Respect des règles de blindage Ne pas circuler et stocker au droit des bords de fouilles et des excavations, se ménager une berme Bords de fouilles et excavations protégés en protections rigides : ex clotures, barrières ou garde corps ancrés et signalés Fermeture rebouchage au plus tôt des fouilles ouvertes Contrôle journalier de l'état de stabilité des fouilles avant accès	
Voisinage	Balisage et chantier clos signalé Pas de travaux en dehors des aires closes de chantier ni de survol avec des charges	
Travail en hauteur	Usage de protections collectives : gardes corps de chantier sur tablier posés de telle manière que l'on peut déposer en sécurité collective les gardes corps acier plombés existants à remplacer moyens d'accès en hauteur en protection collective échafaudages de pied réceptionnés avant usage, ancrés nacelle négative, PEMP etc. A détailler dans PPSPS et mode opératoire du Titulaire	
Engins et matériels	Prévoir aides mécaniques aux manutentions Engins vérifiés munis de signalisations, de gyrophare, trirflash Conducteur possédant autorisation de conduite	
Chute d'objets, éclats	Aire travaux en hauteur, levage balisée signalée	
Manutention mécanique	Prévoir aides mécaniques aux manutentions réalisation de plan, étude de levage et examen d'adéquation levage avant toutes opération de manutentions Aires levage balisées signalées Eviter les survols au dessus voirie en circulation	
Plomb	Le Rapport diagnostic plomb avant travaux établi par AV ENVIRONNEMENT ref 002XY016033, fait apparaitre la présence de plomb sur les gardes corps du pont. Consulter celui ci pour votre analyse de risques et interventions sur les matériaux plombés. Les entreprises produisant des poussières de quelque nature que ce soit doivent impérativement tenter de limiter les émissions	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>dans l'ambiance pour des systèmes de captation situés au plus près de la source. Pour compléter ce dispositif, des procédés d'humidification des supports et de brumisation par postes fixes ou mobiles doivent être mis en place au niveau des postes de travail concernés.</p> <p>Prévoir plutôt démontage déboulonnage, coupure à froid, dépose, descellement minutieux à la place de l'oxycoupage ou du tronçonnage</p> <p>Ceci pour éviter les émissions de poussières ou fumées de plomb</p> <p>Préférer le déplombage des ferronnerie en atelier spécialisé de traitement des peintures</p> <p>Mettre en place un mode opération sécurité santé pour éviter les inhalations de poussières, d'écailles de peinture plomb et d'exportés des poussières des déchets écailles de peintures plombées</p> <p>Personnel formé sensibilisé au risque plomb</p> <p>Fournir mode opératoire retrait des gardes corps plombés avec le PPSPS</p> <p>Voir document INRS ED6374</p>	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise Titulaire soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail. La maintenance des protections collectives sera réalisée par l'entreprise titulaire.

Travaux en hauteur, usage de nacelle PEMP, mise en place de barrières ancrées, de garde corps de chantier, d'échafaudages de pied ancrés réceptionnés avant usage.

Gardes corps en encorbellement sur tablier du pont, usage de nacelle négative etc.

Escaliers de chantier pour se rendre aux zones de travail en hauteur à prévoir.

Travaux de fouilles excavations, mise en place de protections collectives :

Pourtour des fouilles, excavations ouvertes avec clôtures, barrières et ou garde corps ancrés en retrait des bords de fouilles

Réalisation de moyens d'accès au fonds des fouilles rampes et ou escaliers de chantier, chemin piétons avec matériaux d'apport pour circuler au sec

Pompage si besoin des fonds de fouilles.

Fouilles profondes blindées et ou ouvertures biaises, ouvertures des fouilles en redents

Respect des règles de blindage

Ne pas circuler et stocker au droit des bords de fouilles et des excavations, se ménager une berme

Bords de fouilles et excavations protégées en rigides : ex clotures, barrières ou garde corps ancrés et signalés.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Titulaire pour pallier à ces manques de sécurité, de protection, de signalisation notamment en l'absence d'activité ou de personnel sur le chantier; devra faire connaître nominativement au maître d'œuvre : le responsable de l'exploitation de son entreprise pour la sécurisation et la signalisation des chantiers.

Ce responsable identifié devra pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Pour chaque zone du chantier et pour chacun des éléments de signalisation, le Titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve un double de l'ensemble des panneaux qui seront posés sur le chantier.

En cas de carence d'un sous-traitant ou d'un locatier ou de prestataires travaillant pour le Titulaire; c'est ce dernier qui palliera, qui remédiera immédiatement aux problèmes de sécurité et de propreté du chantier.

L'entreprise ou l'intervenant défaillant du point de vue sécurité sera sanctionné et pourra être exclu du chantier par le Maître d'ouvrage ou d'œuvre en cas de carence grave du point de vue sécurité pour le chantier et ou pour la circulation publique avoisinante au chantier. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Titulaire pour pallier à ces manques de sécurité, de protection, de signalisation notamment en l'absence d'activité ou de personnel sur le chantier; devra faire connaître nominativement au maître d'œuvre : le responsable de l'exploitation de son entreprise pour la sécurisation et la signalisation des chantiers.

Ce responsable identifié devra pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Pour chaque zone du chantier et pour chacun des éléments de signalisation, le Titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve un double de l'ensemble des panneaux qui seront posés sur le chantier.

En cas de carence d'un sous-traitant ou d'un locatier ou de prestataires travaillant pour le Titulaire; c'est ce dernier qui palliera, qui remédiera immédiatement aux problèmes de sécurité et de propreté du chantier.

L'entreprise ou l'intervenant défaillant du point de vue sécurité sera sanctionné et pourra être exclu du chantier par le Maître d'ouvrage ou d'œuvre en cas de carence grave du point de vue sécurité pour le chantier et ou pour la circulation publique avoisinante au chantier. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Pour les travaux dégageant de la poussière, une aspiration à la source, une humidification des structures, des chaussées doit être mise en place.

Pour les produits bitumineux, les opérateurs porteront les EPI appropriés vis-à-vis des risques d'expositions, d'inhalations, de brûlures, etc.

risques identifiés analysées dans les PPSPS des entreprises.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit s'opérer sur ceux n'entraînant pas de nuisances tels que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc.

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles, avec aspirations, avec ventilations...).

Ce paragraphe devra être complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »
Prévoir plan de levage et examen d'adéquation levage avant toute opération de manutentions
Prévoir Chef de manoeuvre et élingueurs formés , habilités et identifiés.
Aires de levage balisée signalées; pas de survol au dessus des voies de circulations ouvertes au trafic.

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité (FDS) des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages. Stockage sur bacs de rétention.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définis par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposés par ces derniers.

L'entrepreneur privilégiera l'usage de produits moins ou non dangereux notamment pour les peintures et marquages de voirie; on privilégiera les produits à base aqueuse.

Mise en place de KIT anti-pollution pour chaque engin et sur l'aire de stationnement véhicules engins de chantier .

Entretien vidange des véhicules et engins interdits sur chantier.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Des tours escaliers si besoin d'ascension et pour accès depuis la base vie au tablier du pont; seront à prévoir par le Titulaire, équipements moyens d'accès réceptionnés avant usage.

Les échafaudages utilisées seront de type MDS(Montage , Démontage en Sécurité collective); ils seront réceptionnés avant usage.

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

Echafaudages suspendus; études de charges de stabilités seront prévus par le Titulaire. Note de calcul vérifiés par un bureau de contrôle.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Engins vérifiés, contrôles périodiques à jour et sans observation; notamment pour les engins de levage yc les accessoires de levage.

Conducteurs d'engins possédant leurs autorisations de conduite délivrées par le chef d'entreprise.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

Equipements à prévoir par le Titulaire :

Gardes corps de chantier sur le tablier sur le pont; posés avant retrait des gardes corps existants à remplacer

Tours escaliers moyens d'accès chantier

Nacelle négative etc.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Les accès chantier, base vie seront fléchés par le Titulaire puis seront conservés propres et dégagés par toutes les entreprises dans l'enceinte close du chantier.

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chantier à faible impact environnemental

Tri des déchets in situ

Loi sur l'eau sous contrôle de l'ONEMA (Police de l'eau)

Traitement et enlèvement des déchets à charge du Titulaire, de ses sous-traitants et prestataires.

Contrôle quotidien du nettoyage et du bon maintien d'état de propreté du chantier et des voiries avoisinantes à charge du Titulaire.

Le Titulaire évitera les chutes de charges et de déchets dans la Moselle.

Filets antichute, réceptacles seront prévus

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise Titulaire sera responsable de l'évacuation de ses déchets y compris celle de ses sous traitants et prestataires.

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement par le Titulaire est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés plus repérage, identification des ouvrages et lignes aériennes :
S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le Titulaire, contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages, en même temps que le piquetage général. Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Le Titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le décret 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution. Ce nouveau décret, vise à réduire les dommages causés aux réseaux lors de travaux effectués dans leur voisinage et à prévenir leurs conséquences néfastes pour la sécurité des personnes et des biens, la protection de l'environnement et la continuité des services aux usagers de ces réseaux.

Le décret fixe les règles de déclaration préalable aux travaux, applicables au maître d'ouvrage (déclaration de projet de travaux) et à l'exécutant des travaux (déclaration d'intention de commencement de travaux).

Il définit les modalités d'arrêt des travaux en cas de danger et encadre certaines clauses des marchés entre maître d'ouvrage et exécutant des travaux.

Il fixe enfin les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qu'il prévoit.

Les maîtres d'ouvrage et exécutants de travaux consulteront le guichet internet unique des réseaux .

Le Titulaire et ses éventuels sous traitants au démarrage des travaux devront avoir reçu toutes les réponses aux DICT et en avoir pris connaissance, ils devront avoir réalisés les réunions et campagnes de piquetage nécessaires au bon repérages des réseaux et ouvrages enterrés.

Le Titulaire mettra en place des gabarits de limitation de hauteur et signalisation des dangers électriques sur le linéaire du chantier aux endroits où l'on croise des lignes électriques aériennes sous tension.

Les lignes et réseaux en service dans le chantier après les RDV de piquetage seront identifiés piquetés et protégés en "dur" par le Titulaire; certains réseaux gênants et entravants les travaux seront déplacés par les concessionnaires.

Le Titulaire veillera à l'entretien quotidien de ses piquetages, signalisations et protections des réseaux.

Le Titulaire sensibilisera ses sous-traitants, prestataires et locatiers lors de l'accueil sécurité entreprise et lors de l'accès chantier.

- Demandes d'arrêts - en cas de découverte d'engins de guerre : baliser la zone, alerter la gendarmerie la plus proche (Tél 17) arrêter tous les travaux, procéder à l'évacuation de la zone et laisser des "vigiles" en attendant les services de l'état compétent, les démineurs.
- Autorisations concessionnaires - Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toutes entreprises

(compris sous-traitantes) dès lors qu'elles réalisent des travaux en sol. Une copie sera adressée au Coordonnateur SPS.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre ...) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Contraintes aux voisinages :

Trafic routier A31

Le chantier sera clos séparé du trafic plus signalisation et balisage à prévoir cf à la NESC et DESC.

Eviter les projections vers trafic routier

Pas de survol de charge au dessus A31

Travaux au dessus de la Moselle

Eviter chutes de charges , objets déchets dans celui ci

Ne pas entraver le gabarit de navigation des bateaux

Prendre des de protections collectives pour éviter les chutes de personnes dans l'eau

Prévenir VNF des travaux sur OA

Accès partie basse chantier, base vie

Passage circulations aux abords club canin; rouler à vitesse réduite

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Dans le cas où le Maître d'ouvrage engagerait d'autres marchés travaux sur une même opération et ou d'autres interventions; le Maître d'ouvrage en informera le CSPS en lui donnant toutes les informations relatives à ces travaux complémentaires pour une mise à jour de ce PGC, qui intégrera des consignes et mesures de sécurité complémentaires pour gérer et éviter les coactivités entre les différents marchés de travaux.

Le planning du Maître d'œuvre établira alors son planning en éviter de créer des tâches, des travaux en coactivités.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Sans objet

par contre par arrêté préfectoral, il est interdit de faire des feux (brûlage des déchets et autres).

A moins de 200 mètres de la zone forestière il est interdit de fumer.

Tous les véhicules légers doivent être équipés d'extincteurs de 2 Kg et les engins d'extincteurs de 6 Kg.

Idem extincteurs à prévoir dans la base vie ou les locaux hygiène.
Extincteurs près des engins à mise en œuvre d'enrobés et les postes de travail par point chaud.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans les locaux utilisés par le personnel, près du téléphone.

Le Titulaire mettra en place des PRS (point de rencontre secours) pour accueillir et guider les services de secours sur ces chantiers. Un plan d'accès secours sera établi par le Titulaire et diffuser pour information au SDISS du département du chantier.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Appel des secours exclusivement par le 18 ou le 112, le téléphone portable est obligatoire sur chaque zone de chantier et obligation d'1 Sauveteur Secouriste du Travail (SST) dans l'équipe.

Aucun travailleur ne travaillera de manière isolée.

Points de Rencontre Secours (PRS), le Titulaire se rendra à celui ci, en cas d'accident, pour recevoir, accueillir les secours et les guider vers les lieux de l'accident.

Les accès de secours se font par la section courante de l'autoroute ou depuis les bretelles en service :

Pour les phases de travaux avec restriction de voie,

Le Titulaire du marché de travaux maintient en permanence, y compris en dehors des heures travaillées, une voie de

circulation, d'une largeur minimale de 3 m à l'intérieur de chaque balisage de chantier pour les interventions de secours

(exploitants, service de secours, dépannage, etc.) en cas d'évènement sur l'autoroute ou sur chantier.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Point de Rencontre Secours (PRS), le Titulaire s'y rendra en cas d'accident pour recevoir, accueillir les secours et les guider vers les lieux de l'accident.

Le PRS sera mis en place par le Titulaire, il devra être correctement signalé et accessible en permanence (voies d'accès de circulation dégagée) tout au long du chantier.

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : 57/MONTIGNY/A31 AU18 BC24-36

Adresse : A31 AU18 (57) / PR 300 +940 / sens 2 57950 MONTIGNY LES METZ

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Point de Rencontre Secours (PRS), le Titulaire s'y rendra en cas d'accident pour recevoir, accueillir les secours et les guider vers les lieux de l'accident.

Le PRS sera mis en place par le Titulaire, il devra être correctement signalé et accessible en permanence (voies d'accès de circulation dégagée) tout au long du chantier.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_Presence_Plomb
- B08_A31-PR300-940-AU18-PRO-DIAG PLOMB
- DHOL 1